

H-Net Reviews

in the Humanities & Social Sciences

Lion Murard, Patrick Zylberman. *L'hygiène dans la République : La santé publique en France ou l'utopie contrariée 1870-1918*. Paris : Fayard, 1996. 805 pp. ISBN 978-2-213-59788-1.

Reviewed by Viviane Claude (University of Strasbourg)
Published on H-Urban (June, 1997)

L'ouvrage de L. Murard et P. Zylberman était attendu. Il réunit dans un ensemble volumineux les sources multiples permettant de disposer enfin des matériaux nécessaires à la compréhension des politiques de santé publique menées en France sous la III^{ème} République. La question qui est formulée au début de l'ouvrage et que tout historien est amené à se poser qu'il s'intéresse à l'histoire de la médecine, des sciences, des sociétés urbaines ou des politiques publiques, donne le sens de cette enquête : comment se fait-il, en effet, qu'en France, pays des premières découvertes bactériologiques et patrie de Pasteur, l'organisation sanitaire ait été aussi peu efficace et que, plus généralement, la santé publique ait toujours paru "en retard" ? On devine que pour les deux auteurs, une part de la réponse se trouve dans le titre du livre, donc du côté du pouvoir politique et de la République.

Cet ouvrage est particulièrement dense : 588 pages de texte ; 126 pages de notes, la règle adoptée étant de repousser les références dans une note unique en fin de paragraphe ; 40 pages de références bibliographiques ; des index des noms, des lieux et des matières en plus des cartes, figures et tableaux. "L'hygiène dans la République" est ici consacré à la période 1870-1918. Un second volume est annoncé qui traitera de la période de l'entre-deux guerres. Celui qui est aujourd'hui publié, se compose de six parties. Compte tenu de son caractère touffu et des multiples lectures qu'il est possible d'en faire, les auteurs nous convient à emprunter tantôt les lunettes de l'historien ou du sociologue, tantôt celles du politiste et même du philosophe, on s'en tiendra à la présentation des articulations principales.

La première partie porte sur la Société de Médecine Publique (SMP), puissante organisation née en 1877 et où s'est jouée une part de la doctrine hygiéniste des mé-

decins français. Y sont donc retracées de sa formation et l'évolution de sa composition toujours très parisienne. Suivent une série de portraits de ses porte-parole et la présentation des termes de divers débats scientifiques et techniques, débats qui agitent en réalité tous les milieux savants européens, débats autour des idées et modes d'organisations sanitaires, sur l'épidémiologie, la démographie, la désinfection, l'éducation sanitaire, sur les découvertes de Pasteur, etc. Les comptes-rendus des Congrès internationaux d'hygiène portent témoignage de l'ampleur prise par ces questions dans les sphères savantes comme dans les milieux politico-administratifs.

La seconde partie est consacrée à la loi du 15 février 1902, texte fondamental de la France contemporaine qui crée notamment les bureaux municipaux d'hygiène, l'obligation de déclarer les maladies contagieuses, l'embryon d'un appareil administratif spécialisé... C'est là une grande innovation mais pour l'adoption de laquelle plus de vingt années de tergiversations parlementaires furent nécessaires. "Une loi tard venue et pourtant trop précoce," synthétisent les auteurs. Face aux intérêts en jeu (politiques autant que médicaux), beaucoup se sont dérobés et les reculades se sont succédées. Le bilan apparaît d'autant plus maigre aux hygiénistes qu'ils ont cru, en bons militants, au pouvoir salvateur d'une législation.

Cette loi, une fois entrée en application, vient répandre la bonne parole et instruire les édiles de leurs responsabilités et de leurs nouveaux devoirs (troisième partie). Les exemples pris par Murard et Zylberman sont sur ce sujet—comme sur d'autres—nombreux et éloquentes ; les cas de Marseille, Lille, Nantes ou Rouen donnent des illustrations diverses de cette mise en œuvre ou les municipalités sont censées tenir le premier rôle. Diffusion li-



mitée géographiquement ; diffusion qui rencontre des intérêts de taille, ceux des médecins libéraux (à travers le dilemme entre le secret professionnel et la déclaration des maladies contagieuses) comme ceux des maires qui en bons notables n'ont pas de bonnes raisons d'agir à contre courant du laisser-faire. Les bienfaits attendus de cette loi sont donc demeurés limités ; l' "apathie" des municipalités jalouses de leur autonomie (loi municipale de 1884) est restée grande ; les chiffres de la morbidité et de la mortalité, premiers indicateurs en matière sanitaire, ne s'en trouvaient pas sensiblement améliorés.

La quatrième partie est consacrée à cette opinion publique française "arriérée" parce que sourde aux plaintes des experts. Le chapitre XIV en particulier développe une interprétation de cette indifférence ; face aux doctrines savantes et au "prechi-precha" des hygiénistes, les croyances populaires demeurent fortes, ce que dit le sens commun prévaut. Les paroles des experts sont sans prises sur l'homme de la rue. Dans ce contexte, il a fallu redoubler d'effort et pour cela étendre et nouer des liens nouveaux entre la politique, l'ingénierie sociale, la médecine, la philanthropie..., avec la création par exemple en 1904 de l'Alliance d'Hygiène Sociale, foyer d'une importante propagande hygiéniste. De cette situation se sont aussi nourries des conceptions du social et du politique : c'est ainsi que s'expliquent le développement du mouvement mutualiste ou le succès durable du solidarisme de Léon Bourgeois (à propos duquel on peut renvoyer à P. Dubois, *Le Solidarisme*, thèse d'histoire de l'Université Lille II, 1985).

Ce faisant sur le terrain propre de la médecine publique, il y a deux batailles qui vont durablement marquer le XX^e siècle, celle menée contre la tuberculose (cinquième partie) et celle qui se déclare en 1914 (sixième partie). Sur le front de la tuberculose, Murard et Zylberman notent à nouveau le "retard" de la France en rappelant le choix moins onéreux à court terme du dispensaire (mis en œuvre par Calmette dans les quartiers de Lille) contre le sanatorium. De la prophylaxie à l'assistance sociale le pas fut franchi comme par habitude. Mais c'est peut-être lors de la Grande Guerre que les "chocs" sanitaires (tuberculose, grippe,...) mettent l'état devant des responsabilités qu'il avait jusque là négligées. À croire que la République n'a vraiment reconnu l'hygiène et la médecine publique que du jour où elle dut elle-même se défendre. La création d'un Ministère de la Santé en 1920 consacre cette reconnaissance.

Il faut s'arrêter plus longuement sur la conclusion de ce livre qui donne les motifs de l'entreprise : en effet Mu-

rard et Zylberman ont été des disciples de Michel Foucault et ont cherché à travers cette investigation à vérifier si "le concept de bio-pouvoir résiste à l'analyse empirique" (p. 582). Rappelons que cette notion, Foucault en a donné diverses versions, dont la dernière figure dans *L'Histoire de la sexualité. 1 La volonté de savoir*, 1976 (p. 188). Le bio-pouvoir, apparu au XVIII^e siècle, désigne "ce qui fait entrer la vie et ses mécanismes dans le domaine des calculs explicites et fait du pouvoir-savoir un agent de transformation de la vie humaine." On sait que les deux pôles qui ont constitué le bio-pouvoir, contrôle de l'espèce humaine et contrôle du corps compris comme objet, sont distincts jusqu'au XIX^e siècle ou, selon Foucault, ils se rejoignent pour contrôler les pratiques sexuelles. Or aux termes de leur enquête, Murard et Zylberman ne trouvent "de bio-politique, nulle trace. La réalité et les limites de l'état de police, voilà... ce qui semble en cause." Et ils ajoutent : "la tonalité 'autoritaire' de nos politiques de santé relève de la fable" (p. 583). En réalité, cette mise en défaut n'en est pas une car les auteurs lancent une hypothèse : "Il se pourrait que la notion de bio-pouvoir possède un contenu de connaissances distinct de la réalité historique qu'elle est censée décrire." Une conclusion qui laisse ainsi complètement ouverte la discussion sur le concept de "bio-pouvoir" tout en apportant de nouveaux éléments aux débats difficiles qu'il y eut jadis entre Foucault et les historiens (pour l'une des discussions les plus récentes, F. Revel, *Le moment historiographique*, in L. Giard (sous la direction), *Michel Foucault. Lire l'œuvre*, J. Millon, Grenoble 1992)

L'ouvrage est l'aboutissement d'un travail de longue haleine qui a amené les auteurs à travailler à diverses sources : les archives françaises qu'elles soient nationales ou municipales, les archives de divers ministères, de fondations, instituts, comités, etc., mais aussi hors de France, les archives de la Fondation Rockefeller. Diverses revues, en particulier les revues professionnelles des hygiénistes semblent avoir été dépouillées de manière systématique. Ce qui fait une accumulation de données dont le traitement était évidemment lourd et périlleux.

On s'en tiendra à quelques remarques pour inviter à ouvrir un débat à la fois sur le sujet, sur ce que l'ouvrage soulève de questions nouvelles, et sur le problème de méthode qu'il pose (problème que les ouvrages précédents de ces auteurs posaient déjà). Une place importante est donnée aux travaux anglo-saxons sur l'histoire de la médecine et de l'hygiène publique dans divers pays (travaux anciens d'Ackerknecht, Briggs ou Brand comme ceux plus récents de Mitchell, Woods, Eyster, Hamlin, Hayward). On peut regretter que les compa-

raisons avec d'autres pays qui ont toujours servi à signaler le "retard" français, ne soient pas approfondies et interrogées en tant que telles : que compare-t-on exactement ? au regard de quelles normes (des protagonistes mais aussi des historiens), ce "retard" est-il diagnostique ? Par exemple, les auteurs n'ont pas cru bon de s'intéresser aux techniciens sanitaires reproduisant ainsi dans leurs postulats d'une autonomie médicale dans le champ de l'hygiène, le fait réel d'une quasi absence d'ingénieurs et d'architectes dans la SMP avant 1900, alors que dans des pays comme l'Allemagne ou la Grande Bretagne les techniciens ont été plus proches du corps médical. Dans le même ordre d'idées, les termes "hygiène," "santé publique" et "médecine publique" sont utilisés indifféremment (p. 7) ; cette assimilation est-elle légitime ? quelles en sont les conséquences, par exemple sur la catégorisation des identités professionnelles ou les catégorisations administratives ? et sur les glissements qui s'opèrent sur pas loin d'un demi siècle, si on ne s'en tient qu'à l'étroite période de références de ce livre ?

Une des questions nouvelles mises en évidence et qui n'est pas sans rapport avec la désillusion face à la non vérification de l'hypothèse foucauldienne peut être formulée ainsi : en ce domaine (après bien d'autres comme la planification urbaine), on découvre la part de mythe qu'il y a dans le "centralisme" français et la nécessité qu'il y a aujourd'hui de s'extraire de tels postulats paresseux. Du haut en bas de la mécanique des institutions françaises, la continuité n'est pas parfaite et la question du pouvoir, loin d'être une question qui traverserait verticalement la société française, s'avère plus diffuse, plus empreinte qu'on ne le croit du respect de l'autonomie municipale, autonomie qui fait tout le sens de la loi municipale de 1884, société plus soumise aussi à l'administration des notables. La III^{ème} République n'est pas la IV^{ème} qui n'est pas la V^{ème}. Qui plus est, en matière d'hygiène publique, il est nécessaire de rappeler que la première loi s'y rapportant est la loi des 16 et 24 août 1790 qui donne tous les pouvoirs aux maires, en ce qui concerne la salubrité. Si "les vrais acteurs ce sont les villes" (p. 581), n'eût-il pas fallu repartir de la législation révolutionnaire pour discuter de la thèse foucauldienne avec des historiens des villes ?

Autre question qui apparaît clairement dans la façon de conduire ce travail : celle des embûches que pose l'histoire des "mentalités." Les auteurs ne manquent pas ici ou là d'égrotiner les historiens qui ont fait leur commerce de cette école, et citent abondamment Geoffroy E.R. Lloyd, *Demystifying Mentalities*, (Cambridge University Press, 1990, traduit en français à La Découverte en

1996). On sait la notion floue mais bien des vertus lui ont été reconnues (F. Revel dans A. Bruguère (sous la direction de), *Dictionnaire des sciences historiques*, Presses Universitaires de France, 1986). En quoi la critique de Murard et Zylberman contribue à cette discussion ? C'est une critique un peu trop elliptique pour être soutenue que de reprocher à l'historien des mentalités de se cantonner dans un "modèle endogène" d'interprétation (opposé au modèle interactionniste qui est préconisé p. 9) mais c'est une critique éplaisante que de lire qu'un tel historien "tombe dans le sottisier d'une psychanalyse de quatre sous" (p. 396). À l'évidence les foucauldien(ne)s ne cessent d'entretenir des rapports difficiles avec les historien(ne)s.

Ces auteurs avaient, voilà vingt ans, déjà attiré l'attention et l'ouvrage qu'ils nous livrent aujourd'hui est écrit sur le même ton et selon les mêmes procédés que "Le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré" (*Recherches CERFI* No. 25, 1976). Il est d'un abord encore plus difficile. La reprise de l'emphase hygiéniste, le ton alarmiste ou épique, mais aussi le plaisir de l'écriture pour elle-même, ont entraîné les auteurs à des jeux rhétoriques excessifs ; la métaphore, le clin d'œil, le sous-entendu comme la manière de forcer le trait rendent sa lecture extrêmement laborieuse et la traduction périlleuse. Seuls peuvent s'y atteler les spécialistes du sujet (qui passeront sans doute par les index fort bien faits pour tenter de trouver réponses à leurs questions) et quelques avertis, en premier lieu ceux qui connaissent les travaux et les débats du Centre d'études, de Recherches et de Formation Institutionnelle dans les années 70. Non pas que les arguments soient sans justifications—au contraire, les affirmations sont assorties de références précises et nombreuses.

Mais ce qui est présenté comme sources fait figure de "bazar." La nature extrêmement hétérogène des outils d'interprétation pose le problème méthodologique de ce travail, compte tenu des ambitions historiennes explicites des auteurs. On ne prendra qu'un exemple parmi nombre d'autres d'un appareillage disparate de sources. La note 12 du chapitre XII qui comme toutes les notes du livre se rapporte à un paragraphe entier, comprend pas moins de 16 références. Y figurent des renvois à des archives de fonds fort divers, à des articles de revue, des ouvrages d'époques différentes et par conséquent fournit pour un même développement des données de première, deuxième et même troisième mains.

La grande littérature tient aussi une grande place tout au long de l'ouvrage : Balzac, Mauriac, Martin du Gard, Bernanos, Gide sont fréquemment appelés à témoigner.

Enfin a plusieurs reprises, dans leurs interpretations, les auteurs font appel a la reflexion philosophique, et en premier lieu a la philosophie anglo-saxonne tantot pragmatiste, tantot analytique : Rorty, Davidson, Rorty, Quine... sans que l'on puisse saisir les motifs (scientifiques ?) de cette allegiance aux continuateurs de W. James ou du philosophe des jeux de langage, L. Wittgenstein.

Copyright (c) 1997 by H-Net, all rights reserved. This work may be copied for non-profit educational use if proper credit is given to the author and the list. For other permission, please contact H-Net@H-Net.MSU.EDU.

If there is additional discussion of this review, you may access it through the network, at :

<https://networks.h-net.org/h-urban>

Citation : Viviane Claude. Review of Murard, Lion; Zylberman, Patrick, *L'hygiene dans la Republique : La sante publique en France ou l'utopie contrariee 1870-1918*. H-Urban, H-Net Reviews. June, 1997.

URL : <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=1077>

Copyright © 1997 by H-Net, all rights reserved. H-Net permits the redistribution and reprinting of this work for nonprofit, educational purposes, with full and accurate attribution to the author, web location, date of publication, originating list, and H-Net : Humanities & Social Sciences Online. For any other proposed use, contact the Reviews editorial staff at hbooks@mail.h-net.msu.edu.